



ARRETE N° 2025-183
PORTANT TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT AU
GRADE DE :
Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe

ANNÉE 2025

Le Maire de Montmorillon,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu les statuts particuliers des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu la situation des fonctionnaires territoriaux de la collectivité,

Vu la délibération en date du 3 décembre 2024 portant détermination des ratios promus/promouvables après avis du Comité Social Territorial en date du 28 novembre 2024,

Vu l'arrêté n° 86-165-AM-DIV-2020-72 en date du 22 décembre 2020 établissant les Lignes Directrices de Gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 3 ans,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe au titre de l'année 2025 est établi comme suit :

N°	NOM et Prénom	Homme ou Femme	Grade actuel	Date de l'examen professionnel (le cas échéant)	Date d'effet de l'avancement
1	RIBARDIERE Véronique	F	Adjoint administrative principal 2 ^{ème} classe	../../...	15/12/2025
2				../../...	../../...
3				../../...	../../...
4				../../...	../../...

Part respective des femmes et des hommes :

Effectif considéré	Répartition	
	Hommes	Femmes
Effectif du grade d'origine	0	2
Agents du grade d'origine « promouvables »	0	1
Agents inscrits au présent tableau d'avancement	0	1
Effectif du grade d'avancement	1	6

ARTICLE 2 - Le présent tableau d'avancement sera transmis au **Centre de Gestion de la Vienne** qui en assurera la publicité conformément aux dispositions de l'article L522.26 du Code Général de la Fonction Publique.

Fait à Montmorillon le 31 décembre 2025,

Bernard BLANCHET
Maire de Montmorillon

L'autorité territoriale :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers ou par l'application Internet Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.